

**Cours d'histoire du Québec au secondaire :
la question nationale est-elle aussi absente qu'on le dit ?**

Vincent Fontaine
Enseignant au Collège St-Paul de Varennes

Octobre 2012

Depuis l'adoption du nouveau programme d'histoire du Québec au secondaire (« Histoire et éducation à la citoyenneté » – HEC), le débat sur l'enseignement de l'histoire a fait couler beaucoup d'encre. Plusieurs affirment qu'il faut enseigner davantage l'histoire, et notamment l'histoire politique et nationale, qui leur semble négligée dans la version originale du programme HEC diffusée en 2006. En septembre 2012, la ministre de l'Éducation, des Loisirs et du Sport (MELS), Marie Malavoy, indiquait d'ailleurs que le gouvernement du Parti québécois songeait à modifier le programme du cours d'histoire du secondaire pour y intégrer davantage d'histoire politique et nationale.

En ma qualité d'enseignant du cours « Histoire et éducation à la citoyenneté » depuis cinq ans, je considère que toute réflexion sur le sujet est bienvenue et même essentielle. Cependant je pense que pour voir clair dans le débat, il faut consulter les plus récents documents diffusés par le MELS, ce que plusieurs intervenants n'ont visiblement pas fait. Peut-être en ignorent-ils l'existence ? Sans doute n'ont-ils pas accès à tous les documents aussi facilement que nous, enseignants. Peut-être est-ce aussi par aveuglement volontaire dans un débat où les convictions l'emportent souvent sur toute autre considération ! Quoi qu'il en soit, il me semble important de rétablir un certain nombre de faits.

*

En juin 2011, le MELS diffuse un document intitulé « Progression des apprentissages (PDA) ». Celui-ci précise les notions qui doivent être enseignées dans le cadre du cours HEC avec beaucoup plus de détails que ne le fait la version originale du programme, qui n'a pas été modifiée depuis 2007. Le document présentant le programme HEC a d'ailleurs une facture visuelle schématique et synthétique que plusieurs ont trouvé étrange et qui le rend très peu convivial. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que plusieurs intervenants dans le débat sur l'enseignement de l'histoire aient remarqué et souvent dénoncé le peu d'importance – sinon l'absence – de tel aspect (ex. la question nationale), de tel personnage (ex. René Lévesque) ou de tel événement (ex. les rébellions des Patriotes) dans la version originale du programme. Les principales balises prescriptives du cours y sont mentionnées, mais avec très peu de détails et d'explications, ce qui laisse une grande place à l'interprétation et à la critique. Au moment de ma première lecture du document présentant le programme HEC, je constatais avec surprise que celui-ci me posait davantage de questions qu'il ne donnait de réponses. Ce flou explique pourquoi les différents manuels, en 3^e comme en 4^e secondaire, abordent parfois des sujets forts différents pour les mêmes chapitres, particulièrement pour la partie du cours qui touche la période contemporaine et les enjeux actuels.

Dans la mesure où, au début de la réforme, l'évaluation des élèves était entièrement centrée sur l'approche par compétences, il n'était pas absolument nécessaire, du point de vue du MELS, de bien définir les contenus, tâche laissée à l'enseignant. Si certains enseignants se sont plaints de ne pas avoir davantage de balises et d'être laissés à eux-mêmes, d'autres y ont vu une marge de manœuvre à exploiter... Précisons que cette quasi-absence de balises ne pénalisait pas les élèves lors des évaluations de fin d'année. Dans bien des cas, les examens ressemblaient en effet à un exercice de compréhension de texte davantage qu'à un véritable test d'histoire. À toutes fins utiles, l'élève n'avait qu'à analyser les documents qu'on lui présentait et répondre à des questions en lien avec ceux-ci. Il n'était donc pas vraiment nécessaire d'étudier ou même d'avoir suivi le cours pour le réussir. Les taux d'échecs étaient d'ailleurs extrêmement bas. Les seuls élèves à échouer étaient ceux qui souffraient de difficultés d'apprentissage importantes, notamment sur le plan de la lecture.

Peu de gens en dehors du monde de l'enseignement le savent, mais beaucoup de choses ont changé depuis l'implantation effective du programme HEC en septembre 2007. L'approche par compétence tous azimuts, tant dénoncée et qui nous donnait franchement de gros maux de tête, a été largement mise de côté pour redonner une plus grande place aux connaissances dans les évaluations. En fait, le nouveau Cadre d'évaluation des apprentissages, diffusé en 2011, précise que ce ne sont pas les connaissances à proprement parler qui doivent être évaluées, mais bien leur mobilisation. Ainsi, pour réussir ses évaluations d'histoire, l'élève doit avoir des connaissances préalables qui lui permettront d'analyser des documents et de répondre à des questions variées, souvent à réponses courtes. Il s'agit d'un mode d'évaluation hybride basé sur trois critères qui témoignent à la fois du développement des compétences et de l'acquisition des connaissances. Un tel changement dans la façon d'évaluer les élèves – changement que plusieurs de mes collègues et moi-même avons bien accueilli à cause de la flexibilité du système – impliquait évidemment que le MELS définisse de façon beaucoup plus précise le contenu du cours.

*

C'est dans ce contexte que le ministère publie en juin 2011 le document intitulé « Progression des apprentissages (PDA) ». Rappelons que ce document définit de façon précise, pour le cours d'histoire, les contenus prescriptifs qui doivent être abordés et qui donc peuvent être évalués lors des examens de fin d'année. La PDA n'est pas un document dont l'importance est secondaire par rapport au programme. Les enseignants de 3^e secondaire de même que ceux de 4^e secondaire doivent l'étudier de près lorsqu'ils préparent leurs cours, ne serait-ce que pour bien former les élèves de 4^e secondaire à l'épreuve unique du MELS en juin de chaque année. Le niveau de difficulté très élevé de la dernière épreuve unique ([celle de juin 2012](#)) a sans doute incité plusieurs enseignants à regarder la PDA de plus près encore. Non seulement ce document précise les notions qui doivent être abordées, mais il mentionne aussi un certain nombre de modifications (« réaménagement ») ayant notamment pour objectif d'éviter qu'il y ait des contenus répétitifs entre les cours de 3^e secondaire et de 4^e secondaire, ce qui est un réel problème compte tenu de la structure actuelle du cours. Une analyse rapide de la PDA permet de comprendre que le MELS a redonné une place centrale à la partie historique du cours, et ce, au détriment des aspects thématiques dont l'importance semble désormais secondaire. Il faut dire que, dans la version originale du programme HEC, l'importance relative de l'historique et du thématique n'était pas précisée, ce qu'on constate d'ailleurs en analysant les différents manuels qui ont été publiés avant 2011 et qui n'ont pas été modifiés depuis. Il en résulte un décalage

parfois considérable entre le contenu de ces manuels, qui datent de quelques années déjà, et la toute récente PDA. La situation oblige d'ailleurs les enseignants à multiplier les détours pour couvrir le contenu prescrit par le MELS. Cela dit, plusieurs maisons d'édition y ont vu une occasion d'affaires et ont publié de nouveaux cahiers d'activités qui présentent un minimum de contenu intégrant les éléments prescriptifs de la PDA.

Malgré son importance et l'ampleur des changements qu'elle entraîne, la PDA, à ma connaissance, est passée presque totalement inaperçue dans les médias depuis sa parution. En dehors des milieux d'enseignement, on semble ignorer son existence, et ce, bien que le document soit public et accessible sur le site du MELS. Mon analyse de la PDA me laisse croire que le MELS a profité de l'occasion pour intégrer au cours certains thèmes et aspects dont l'absence avait été dénoncée, en particulier la question nationale. Ceux qui continuent d'affirmer que cet aspect est largement absent du cours d'histoire du Québec au secondaire devraient se mettre à jour et faire une lecture sérieuse du PDA avant d'avancer n'importe quoi. Premier devoir de l'historien : aller aux sources...

*

Allons-donc voir de plus près le « Programme des apprentissages », que l'on peut trouver à l'adresse <http://www.mels.gouv.qc.ca/progression/secondaire/> (Voir l'onglet « Domaine de l'univers social », à gauche de la page. On peut télécharger la version PDF pour obtenir le document en entier.)

Je me suis d'abord attardé à compter le nombre de fois qu'on trouve certains mots ou expressions dans le document qui, rappelons-le, définit le contenu prescriptif des cours d'histoire de 3^e et de 4^e secondaire dans ses moindres détails. Admettons que plusieurs de ces mots ou expressions sont mentionnés comme exemples et non comme éléments véritablement prescriptifs : l'enseignant est donc libre de s'y référer ou pas. En même temps, plusieurs de ces exemples sont rien de moins qu'incontournables. Évidemment il ne faut pas donner trop d'importance à un l'exercice de dénombrement auquel nous nous livrons. Celui-ci est néanmoins révélateur de réalités sous-jacentes.

Mots-clés et expressions :

Guerre de Sept ans : 1 fois
Bataille des plaines d'Abraham : 1 fois
Conquête : 8 fois
Proclamation royale : 2 fois
Acte de Québec : 3 fois
Acte constitutionnel : 4 fois
Patriotes : 10 fois
Rébellions (patriotes) : 4 fois
Acte d'Union : 2 fois
Confédération (1867) : 1 fois
Conscription (crise de la) : 2 fois
Plébiscite (conscription) : 2 fois
Parti libéral du Québec : 0 fois
Rassemblement pour l'indépendance nationale : 1 fois
Parti québécois : 0 fois

Parti libéral du Canada : 0 fois
FLQ / Front de libération du Québec : 0 fois
Crise d'octobre : 1 fois
Référendum : 3 fois
Rapatriement de la constitution : 1 fois
Fédéralisme : 4 fois
Souveraineté (incluant souveraineté-association) : 6 fois
Souverainisme : 0 fois
Multiculturalisme : 0 fois
Pluriculturalité : 1 fois
Syndicat(s) : 6 fois
Société Saint-Jean-Baptiste : 4 fois
Québec / Québécois : environ 150 fois
Canada (en excluant toute référence antérieure à 1867) : environ 25 fois

Ces deux dernières informations nous rappellent que, contrairement à la croyance répandue, le cours d'histoire de 3^e et 4^e secondaire est très centré sur le Québec. À moins que le Québec ne soit directement concerné, le programme n'accorde en effet qu'une importance mineure à l'histoire du « *Rest of Canada* ». Le fait qu'à chaque chapitre, et ce, en 3^e comme en 4^e secondaire, le programme propose d'établir des comparaisons entre la société québécoise et d'autres sociétés dans le monde (ce qui, du reste, n'est pas repris dans la PDA) fait d'ailleurs que l'élève en apprend plus sur d'autres pays que sur le reste du Canada.

Comptons maintenant le nombre de fois qu'est mentionné le nom de certains personnages-clés de notre histoire dans la PDA.

Personnages :

Jacques Cartier : 0 fois
Samuel de Champlain : 1 fois
Jean Talon : 2 fois
Frontenac : 2 fois
James Murray : 5 fois
Guy Carleton : 1 fois
Louis-Joseph Papineau : 2 fois
Lord Durham : 3 fois
J.A. MacDonald : 1 fois
Louis Riel : 3 fois
Honoré Mercier : 3 fois
Lionel Groulx : 2 fois
Henri Bourassa : 2 fois
Wilfrid Laurier : 2 fois
André Laurendeau : 1 fois
W.L. Mackenzie King : 0 fois
Adélard Godbout : 1 fois
Maurice Duplessis : 2 fois
René Lévesque : 4 fois
Daniel Johnson : 2 fois
Robert Bourassa : 0 fois

Jean Lesage : 0 fois
P.E. Trudeau : 2 fois

Dans tous les personnages de notre histoire mentionnés dans la PDA, sauf erreur de ma part, c'est le gouverneur britannique James Murray qui est le plus souvent mentionné avec cinq fois. René Lévesque qui arrive bon deuxième avec quatre mentions. J'ai été personnellement surpris de l'absence totale de référence à Jean Lesage, à Robert Bourassa et à Jacques Cartier. Évidemment, il ne faut pas considérer la PDA comme un document exhaustif proscrivant l'enseignement des contenus non mentionnés.

*

Si, dans la PDA, on analyse le contenu du cours de 3^e secondaire, qui est basé sur une approche chronologique divisant l'histoire du Québec en sept chapitres, on constate que la question nationale est bien présente. L'enjeu abordé à la toute fin du 4^e chapitre, qui couvre la période 1791-1850, est « Conceptions de la nation, aujourd'hui, au Québec ». Le seul sujet spécifique qui doit être abordé dans cette partie du cours est « le statut politique du Québec » et l'élève est amené à connaître les principaux acteurs impliqués dans ce débat (notamment la Société Saint-Jean-Baptiste, dont le nom apparaît quatre fois dans la PDA) ainsi que leurs différentes positions. De mon point de vue, il est incongru d'aborder la question nationale à ce stade du cours, car à ce moment les élèves n'ont pas encore appris l'histoire de la création du Canada ainsi que le principe fédératif de partage des pouvoirs entre les gouvernements fédéral et provinciaux. Comment peut-on discuter de positions comme le fédéralisme, l'autonomisme ou la souveraineté sans avoir au préalable établi ces bases ? Drôle de choix de la part du MELS... Cet exemple, comme plusieurs autres, témoigne que la PDA n'est pas dépourvu d'incohérences !

Poursuivons l'analyse du programme du cours de 3^e secondaire. Le sixième chapitre, qui a pour titre « La modernisation de la société québécoise », porte sur la période 1930 à 1980. Comme il se doit, ce chapitre fait une bonne place à la question nationale. La section 2,6 (« L'affirmation nationale ») est particulièrement intéressante de ce point de vue. L'enseignant est en effet invité à approfondir les expressions qui témoignent de l'affirmation nationale durant cette période. Parmi les exemples cités dans la PDA, on retrouve « Maîtres chez nous », « Égalité ou indépendance » et le célèbre « Vive le Québec libre » du général de Gaulle. L'enseignant est également convié à faire mention des acteurs liés à l'affirmation nationale : par exemple, le RIN et le Mouvement souveraineté-association. Enfin, l'enseignant est encouragé à creuser la question des interventions de l'État québécois témoignant de l'affirmation nationale. Parmi les exemples cités, il y a l'adoption du Fleurdelisé, la nationalisation de l'électricité, la doctrine Gérin-Lajoie et la tenue d'un référendum sur la souveraineté-association.

Le dernier chapitre du cours de 3^e secondaire a pour thème « Les enjeux de la société québécoise depuis 1980 ». Ce chapitre propose d'aborder l'histoire des 30 dernières années en analysant tour à tour différents enjeux politiques, économiques, sociaux et environnementaux. Dans la PDA, on voit qu'une place centrale est accordée aux enjeux politiques. Or, le seul enjeu dont il est fait mention est celui du « statut politique du Québec », qui bien sûr renvoie à la question constitutionnelle et nationale. Évidemment, le document présente cet enjeu à titre d'exemple, ce qui laisse sous-entendre qu'il n'est pas prescriptif. Cependant, le fait est que, dans l'examen du MELS de 3^e secondaire en juin 2012 (qui n'est pas une épreuve obligatoire), toutes les questions liées au chapitre couvrant la période 1980 à nos jours portaient sur la question

nationale, du moins, dans la version que j'ai lue. La première question demandait qui dirigeait le gouvernement du Québec lors du référendum de 1980 ; la deuxième exigeait de la part de l'élève qu'il classe en ordre chronologique les événements suivants : le rapatriement unilatéral de la Constitution, l'accord du Lac Meech, la campagne référendaire (avec une photo montrant les trois chefs du camp du « Oui ») et la reconnaissance de la nation québécoise par Stephen Harper ; quant à la troisième question, elle demandait à l'élève de cibler, parmi cinq énoncés, ceux qui expliquent pourquoi le statut politique du Québec au sein du Canada fait l'objet d'un débat depuis les années 1980. Les deux réponses suggérées étaient : « Le gouvernement du Québec n'a pas signé la Loi constitutionnelle de 1982 » ; « Il y a une opposition aux demandes constitutionnelles du Québec ». Ces trois questions valaient cinq points sur 34 points dans la partie à réponses courtes.

Quant au cours de 4^e secondaire, il est basé sur une approche thématique. L'histoire du Québec est abordée en mettant l'accent successivement sur quatre grands thèmes : la démographie, l'économie, la culture et les mouvements de pensée, le pouvoir.

Une analyse de la PDA révèle qu'une place importante est accordée au nationalisme, notamment aux mouvements nationalistes, dont bien sûr le nationalisme québécois, tout particulièrement dans le chapitre sur la culture et les mouvements de pensée, de même que dans celui qui porte sur le pouvoir. En plus des quatre grands thèmes, l'enseignant doit aussi aborder un ou des enjeux actuels qu'il choisit lui-même. Je constate que, dans plusieurs manuels, la question nationale est abordée dans certains cas de façon très exhaustive. S'il le souhaite, l'enseignant peut donc traiter de la question nationale pendant plusieurs cours.

Dans l'épreuve unique obligatoire de 4^e secondaire de juin 2012, du moins dans la version que j'ai lue, trois questions faisaient directement référence au nationalisme et à la question nationale. La première question portait sur la différence de point de vue entre le nationalisme d'Henri Bourassa et celui de Wilfrid Laurier au début du 20^e siècle. La deuxième question exigeait que l'élève repère deux documents présentant des caractéristiques du nationalisme québécois de 1960 à nos jours. Le premier document offrait une citation de René Lévesque accompagnée d'une photo de l'homme politique. La citation était la suivante : « Nous avons le sentiment de former une nation. Nous en avons toutes les caractéristiques : territoire bien défini, histoire, langue et culture commune, vouloir-vivre collectif, identité nationale (...) ». Le deuxième document faisait brièvement référence à l'adoption de la Charte de la langue française et à ses effets sur le monde du travail, les services gouvernementaux et l'affichage. La troisième question portait sur les relations fédéral-provinciales à la fin du 19^e siècle. Pour avoir la bonne réponse, l'élève devait cibler deux documents parmi la douzaine offerte. Le premier document était une caricature d'époque précisant, avec un brin de cynisme dénonciateur, que « Toutes les questions provinciales doivent être négociées à Ottawa ». On y voyait des représentants des différentes provinces canadiennes implorant, dans certains cas à genoux, le premier ministre canadien portant une couronne. Le deuxième document était une citation d'un député du parti d'Honoré Mercier affirmant qu'il souhaitait avoir à Québec « un véritable gouvernement, non un bureau aux ordres d'Ottawa ». Trois questions valant six points, cela semble peu à première vue ; mais la partie à réponses courtes ne comptait que 21 questions pour un total de 43 points.

À la lumière de ces informations, peut-on affirmer que la question nationale est négligée ou absente dans le cours d'histoire du Québec au secondaire ? Si c'est ce que laisse croire la version originale du programme HEC, la PDA rectifie assurément les choses. À mon sens, le MELS a déjà corrigé le tir, et ce, probablement en grande partie à cause des nombreuses critiques, souvent légitimes, formulées contre le programme. La question est maintenant de savoir s'il faut intégrer davantage d'histoire politique et nationale dans le programme. De mon point de vue, il ne faudrait rien brusquer. Une réflexion sérieuse et un débat public s'imposent.